



Le budget caché de la droite



Le budget caché de la droite

La rupture proclamée par le Président de la République est en train de se briser sur le mur de l'économie. Croissance en berne, investissement nul, pouvoir d'achat grignoté, commerce extérieur sinistré, record de dettes et de déficits, augmentation de la pauvreté. La France est « l'homme malade de l'Europe ». Et la situation risque d'empirer avec le ralentissement de l'économie mondiale engendrée par la crise des « subprimes ».

Dans ce contexte la responsabilité du président et de son gouvernement est directement engagée. Parce qu'ils ont été solidaires des choix faits par le précédent exécutif. Parce qu'ils les ont aggravés en dilapidant d'entrée 15 milliards d'euros dans une folle distribution de prébendes aux fortunés, aux rentiers et aux héritiers. De l'avis de tous les experts mais aussi d'une partie de la majorité, la loi de finances 2008 - que le Parlement commence à examiner - est intenable et n'offre aucune perspective de rebond.

Cette politique ne peut pas marcher parce qu'elle privilégie l'économie dormante aux dépens de l'investissement, du pouvoir d'achat. Parce qu'elle esquivé toutes les grandes modernisations de la fiscalité, du travail, de la protection sociale. Parce qu'elle conjugue les inégalités, l'inefficacité et le tape à l'oeil. Le « choc fiscal », les rapports en tous genres pour libérer la croissance ne sont que les habits neufs de l'impuissance et du conservatisme.

Dès lors comment croire aux mâles déclarations présidentielles d'aller chercher la croissance avec les dents. Comment croire à son engagement d'assainir la situation financière sans « faire souffrir les Français ». L'austérité se profile dans l'augmentation globale des prélèvements (+0,4%). Elle s'exerce déjà sur les agents de l'Etat soumis à la réduction drastique de leurs effectifs, au gel de leurs revenus et à la remise en cause de leurs statuts. Elle s'étend aux collectivités locales et aux politiques publiques qui voient leurs crédits gelés, sabrés ou amputés. Elle n'attend plus maintenant que le passage des élections municipales en mars 2008 pour s'appliquer à tous les Français. C'est le budget caché, celui que le gouvernement ne veut surtout pas que l'on voit : le projet d'augmentation de la TVA sous couvert de réforme de la taxation du travail ; la généralisation des franchises médicales, la multiplication des décotes sur les régimes de retraite au prétexte de responsabiliser les assurés sociaux. La f(r)acture sociale des 15 milliards du paquet fiscal s'annonce lourde.



L'objet de notre livre blanc est d'en faire comprendre les tenants et les aboutissants. D'expliquer en quoi les prémices de cette austérité étaient contenus dans le discours de campagne du président de la République. Il est aussi de dessiner ce qu'est l'alternative d'une gauche performante.

Notre alternative, c'est de prendre à bras le corps les grands problèmes structurels qui handicapent notre croissance depuis cinq ans : notre trop bas taux d'activité, l'atonie de l'investissement, l'envolée des dépenses sociales, le poids de la dette. C'est d'entreprendre les grandes réformes de la sécurité sociale professionnelle, de la modernisation de l'Etat, de l'assurance maladie et des retraites. C'est de construire ce donnant/ donnant entre l'Etat, les entreprises et les salariés que nous avons défendu durant la campagne. Les 15 milliards du paquet fiscal nous les aurions utilisés autrement. Pour refondre notre fiscalité en conciliant la stabilité des prélèvements, la redistribution et l'investissement. Pour alléger l'impôt des PME qui investissent, créent des emplois, augmentent les salaires ou forment leurs employés. Pour augmenter les crédits à la recherche, à l'enseignement supérieur, à tout ce qui prépare l'avenir.

Ce donnant/ donnant, que nous défendrons dans nos amendements lors du débat sur la loi de finances est à l'opposé du budget caché, du budget d'austérité que prépare le gouvernement et qui consiste à faire payer l'allègement de l'impôt des fortunés par l'augmentation des taxes et le raboutage de l'investissement public.

Ce débat économique est essentiel. Entre 1997 et 2002 la gauche a fait la preuve qu'elle était beaucoup plus performante dans la gestion du pays. Elle veut démontrer aujourd'hui qu'elle est aussi performante pour dynamiser la compétitivité de notre économie que pour réduire les inégalités, aussi performante pour défendre les services publics que pour les moderniser, aussi performante pour moderniser la République que pour défendre ses principes. □